

**ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 2023_PM_10538 T**

Pose de garde-corps sur toiture - Rue de Verdun
Règlementation de la circulation et du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par l'entreprise D.S.G.B – M2 DAF, dont le siège social se situe 31A rue du 18 juin 1940, 17340 Yves, en date du 13 décembre 2023,

Considérant qu'il est nécessaire de règlementer la circulation ainsi que le stationnement rue de Verdun afin de permettre la pose de garde-corps sur toiture au droit du n° 15 de ladite rue,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : L'entreprise D.S.G.B – M2 DAF est autorisée à effectuer la pose d'un garde-corps sur toiture au droit du n° 15 de la rue de Verdun, du **mardi 19 décembre 2023 au jeudi 21 décembre 2023, de 8h00 à 18h00.**

Article 2 : La circulation est strictement interdite à tout véhicule rue de Verdun, dans sa partie comprise entre l'angle de la rue Levescot et l'angle de la rue Christine, pendant une demi-journée comprise entre le **mardi 19 décembre 2023 et le jeudi 21 décembre 2023, de 8h00 à 18h00**, à l'exception des véhicules appartenant à l'entreprise D.S.G.B – M2 DAF.

Article 3 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le Chef de Service de la Police Municipale.

Article 4 : L'entreprise chargée des travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

Article 5 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette règlementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente.

Article 6 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 7 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le Chef de Service de la Police Municipale, l'entreprise D.S.G.B – M2 DAF, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

**Pour la Maire,
L'Adjointe déléguée,
Marylène JAUNEAU**

